

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 04 au 10 septembre 2025

La crise politique française, marquée par la succession de Premiers ministres et la chute du gouvernement Bayrou ce lundi, suscite une forte inquiétude en Allemagne. Malgré la rapide nomination du nouveau Premier ministre Sébastien Lecornu, les médias allemands dénoncent l'instabilité à Paris, l'absence de culture de coalition et surtout l'ampleur de la dette publique française, la plus élevée de la zone euro en valeur absolue (plus de 3 300 milliards d'euros). Si certains estiment que la situation reste gérable pour l'instant, d'autres craignent qu'une incapacité à maîtriser la dette ne menace la stabilité de la zone euro. Plusieurs journaux soulignent que la France doit déjà offrir des taux d'intérêt très élevés pour emprunter, presque au niveau de l'Italie. Des responsables politiques et analystes outre-Rhin jugent que la France sera bientôt confrontée à la pression des marchés et à des choix budgétaires difficiles.

La France et l'Allemagne préparent, avec l'Union européenne, un 19^e paquet de sanctions contre la Russie, visant en priorité les revenus pétroliers qui financent la guerre en Ukraine. Les deux pays proposent de cibler le groupe Loukoil, présent en Europe avec des stations-service, ainsi que des raffineries hors UE qui écoulent du pétrole russe sous une autre origine. Ils souhaitent aussi renforcer la pression sur les États tiers et les mécanismes financiers permettant à Moscou de contourner les sanctions, en particulier via de petites banques impliquées dans ces transactions. L'objectif est de réduire la « manne pétrolière » dont bénéficie le Kremlin. Ces mesures, encore à l'étude par la Commission européenne, devront ensuite être validées par les États membres. Les États-Unis, de leur côté, appellent également à de nouvelles sanctions coordonnées.

Le week-end dernier, les forces spéciales de police du Schleswig-Holstein et de Basse-Saxe ont intercepté le cargo Scanlark dans l'écluse de Kiel-Holtenau, soupçonné d'avoir servi de base de lancement pour des drones espions russes visant des infrastructures critiques et militaires dans le nord de l'Allemagne. Cet épisode illustre la hausse inquiétante de survols hostiles, souvent opérés depuis la « flotte fantôme » russe composée de navires vieillissants contournant les sanctions. Mais il met surtout en évidence les failles structurelles de la défense allemande : compétences partagées entre police et Bundeswehr, impossibilité d'intervenir en eaux internationales et absence de réforme législative permettant à l'armée d'abattre des drones dangereux. Ces limites laissent l'Allemagne exposée à des menaces hybrides croissantes, qui touchent également ses voisins de l'Est de l'OTAN, comme la Pologne.

Face au déficit croissant du système de retraites et à la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement de Friedrich Merz veut encourager les seniors allemands à rester plus longtemps actifs. Il envisage

notamment d'exonérer d'impôt jusqu'à 2 000 euros par mois les revenus perçus après l'âge légal de départ à la retraite (actuellement 66 ans, porté à 67 ans d'ici 2031). Le coût des retraites atteint 408 milliards d'euros en 2024, soit une hausse de 60 % depuis 2010, alors qu'un quart de la population est retraitée. En 2024, plus de 1,1 million de personnes continuaient déjà à travailler au-delà de 67 ans. Le chancelier Merz juge l'État providence actuel « non finançable » et annonce un « automne des réformes », avec des mesures attendues d'ici fin 2025. Le débat reste vif autour d'un éventuel relèvement de l'âge légal à 70 ans, proposition relancée par la ministre de l'Économie Katherina Reiche (CDU).

Alors qu'il inaugurerait le salon de l'automobile de Munich mardi 9 septembre, le chancelier Friedrich Merz a demandé à l'Union européenne plus de « flexibilité » concernant l'interdiction de la vente de voitures thermiques prévue pour 2035. Tout en affirmant soutenir la transition vers l'électrique, il a jugé que fixer une date unique et imposer une seule technologie n'était pas réaliste, appelant à des règles « intelligentes et souples ». Les grands constructeurs allemands (BMW, Mercedes, Volkswagen), rejoints par Stellantis, estiment eux aussi que l'objectif 2035 est difficilement atteignable et réclament des clauses de révision régulières, certains plaçant pour un report de 5 à 10 ans. À l'inverse, plus de 150 acteurs du secteur électrique (batteries, bornes, constructeurs spécialisés) exhortent Bruxelles à maintenir le cap.

Un incendie criminel contre deux pylônes électriques à Berlin a provoqué un vaste black-out touchant environ 50 000 foyers et entreprises, ainsi que des écoles et maisons de retraite ce mardi 9 septembre. La police soupçonne un attentat politiquement motivé et examine un texte de revendication publié sur un site d'extrême gauche. L'incident met aussi en lumière la vulnérabilité des infrastructures électriques berlinoises, les réparations devant durer plusieurs jours malgré les mesures d'urgence mises en place.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Le 14 septembre auront lieu les élections municipales en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Environ 13,7 millions d'habitants de ce Land, le plus peuplé d'Allemagne, sont appelés à voter pour décider qui gouvernera au niveau local. La CDU présente des candidats au poste de maire dans 317 des 373 communes de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, soit 85 % du territoire, devant la SPD (242), les Verts (125) et le FDP (106). L'AfD, en revanche, ne parvient à se positionner que dans 86 communes, soit environ 23 %. Selon les sondages, la CDU reste en tête avec plus de 30 % des intentions de vote, tandis que la SPD chute sous la barre des 20 %. La gauche pourrait tirer parti de ces pertes dans les grandes villes, et l'AfD se positionne comme parti de contestation, même si elle reste peu implantée localement (5 % aux dernières municipales, contre près de 17 % aux législatives).

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



-7,9%

En juillet, les exportations allemandes ont reculé pour le quatrième mois consécutif, avec une chute marquée vers les États-Unis (-7,9 % sur un mois, -14,1 % sur un an), tombant à leur plus bas niveau depuis 2021. Ce repli est attribué aux surtaxes de 15 % imposées début août par l'administration Trump, qui pénalisent la compétitivité des produits allemands.

Les exportations vers la Chine ont également baissé (-7,3 %), tandis que celles vers l'Union européenne ont progressé (+2,5 %). Parallèlement, la production industrielle allemande a rebondi en juillet (+1,3 %), notamment grâce à la machine-outil, l'automobile et la pharmacie, malgré un recul du secteur énergétique.

L'économie allemande reste néanmoins fragile et en stagnation, freinée par les incertitudes géopolitiques et les tensions commerciales avec les États-Unis.